

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 236. — 17 AVRIL 1965

QUAND LA BRETAGNE BOUGE

(Page 4)



(Photo AGIP.)

**POUR LA
RECONNAISSANCE
DU VIETCONG**

(Page 3)

**CE QUE PENSENT LES
ELECTEURS PARISIENS**

(Page 6.)

Courrier des lecteurs

● A propos de "La faim dans le monde"

R. Molino nous adresse les réflexions suivantes que lui ont inspirées l'article de « T.S. » du 3 avril et l'éditorial de politique étrangère du Monde paru le même jour.

Première partie : Extraits de la Tribune socialiste du 3 avril 1965 :

A. (En première page). — « Les appels à la générosité, la charité, la bienfaisance, ne sont pas des solutions » Il faut appliquer un plan mondial de lutte.

B. — Il est exposé dans la page 9 du journal : « La seule proposition constructive que je connaisse (Je, c'est Harris Puisais), je la trouve dans le rapport présenté par notre camarade du P.S.U. : Gabriel Ardent, dans son livre : « Plan de lutte contre la faim ».

— Faire appel à des ressources non encore utilisées et dont la mobilisation ne privera personne. Ces ressources existent ; elles sont énormes ; elles sont à la mesure du problème à résoudre :

Ce sont les centaines de millions de chômeurs du Tiers Monde ; ce sont les surplus qui encombrant nos silos, ce sont les marges d'accroissement qui, actuellement, sont freinées par l'incertitude des débouchés.

Bref : Utilisons les hommes en chômage, aussi bien que les terres incultes, les stocks inemployés ou les machines qui tournent au ralenti.

Prévoyant les oppositions à de telles innovations, M. Harris Puisais fait remarquer : En temps de guerre de semblables difficultés n'existent pas pour la conversion de l'économie nationale. Ne pourrait-on pas faire de tels efforts, de tels changements aux habitudes consacrées, en temps de paix ?

Voilà, certes, non seulement des idées généreuses, mais des comparaisons qui les font apparaître réalisables.

Hélas ! C'est mal connaître l'humanité actuelle. Certes, en temps de guerre tous les bouleversements dans l'économie nationale sont acceptés par cette nécessité impérieuse : « La

défense de notre pays ». Mais elles ne le seraient pas aussi facilement en temps de paix. Le sentiment commun est celui de l'intérêt personnel. La défense de ses biens est alors le moteur de l'activité humaine. Tous ces bouleversements désirables appellent des sacrifices considérables. Qui consentira à immoler ses intérêts matériels sur l'autel du bien commun ? Une faible, très faible minorité.

Rien ne sera fait tant que le cœur de l'homme ne sera pas changé.

La preuve de cette affirmation déabusée, nous la trouvons dans la politique actuelle du gouvernement telle que l'expose l'éditorial du quotidien Le Monde du 3 avril ; il a pour titre : La grande tentation.

« Au point où elle en est arrivée, la méthode de l'escalade demeure incompréhensible si on ne la considère que sous le seul angle indochinois. Au contraire, la stratégie américaine peut paraître beaucoup plus claire si l'on considère l'escalade, non plus de son point de départ, mais des ultimes échelons qui pourraient lui être assignés. »

Mieux vaut s'en prendre à la Chine tout de suite, dans cinq ans, il sera trop tard (c'est ce qu'affirme M. Nixon, l'ex-vice-président des Etats-Unis et avec lui la majorité du parti républicain).

L'éditorial de M. Beuve-Méry se termine par un espoir : « Cette guerre préventive serait en totale contradiction avec les traditions et les idéaux que les Etats-Unis d'Amérique veulent représenter. »

Hélas ! Toutes les nations en guerre obéissent à des impératifs bien plus puissants : il faut gagner la guerre et tous les moyens sont adoptés, même ceux qui bafouent la conscience humaine.

Farouches défenseurs de leurs intérêts, les dirigeants actuels des Etats-Unis veulent détruire le menaçant bastion du communisme chinois.

Un épouvantable danger nous menace.

R. Molino.

NARBONNE

Hommage à la mémoire de Léon Blum



(Photo Tribune.)

Le 6 avril dernier, une délégation de la section de Narbonne du P.S.U., au nombre d'une vingtaine de personnes, est allée fleurir la stèle élevée à la mémoire de Léon Blum, au jardin du Palais du Travail.

MM. Delseny et Urbain Rollet ont déposé au pied du cénotaphe les fleurs du souvenir.

Après une minute de silence, M. Roger Séguela, secrétaire général de la section du P.S.U., a lu un extrait des débats de la 1^{re} audience du procès de Riom du 20 février 1942, où Léon Blum s'exprimait en ces termes, s'adressant à ses juges :

« Le débat est maintenant, par vous, en pleine connaissance de cause, dans les limites, dans le caractère qui sont aujourd'hui les siens.

« Procès de la République qui est pourtant encore l'établissement légal du pays, procès du régime, des mœurs, des méthodes démocratiques, procès de la politique de justice et de

mesures utiles pour que les comptes rendus de réunions d'organismes où siègent des représentants de la ville soient portés à la connaissance des élus de la minorité.

conciliation sociale qu'avait pratiquée le gouvernement que je présidais.

« La France, devait poursuivre Léon Blum, n'est pas le peuple dégenéré qui, pour avoir cru à la liberté

A l'occasion du 15^e anniversaire de la mort de Léon Blum, une manifestation du souvenir sera organisée au cimetière de Jouy-en-Josas, le dimanche 25 avril, à 10 h 30.

Les camarades et sympathisants des sections de la région parisienne qui désireront s'y associer se réuniront à 10 h 30 sur la place de l'Eglise.

Le Bureau national.

et au progrès, doit expier son idéal et se courber sous le châtement.

« Si la République reste l'accusée, nous resterons à notre poste comme ses témoins et ses défenseurs. »

APPEL AUX FÉDÉRATIONS DE LA RÉGION PARISIENNE

Nos camarades du Pas-de-Calais organisent, pour des enfants de mineurs (de 13 à 17 ans), qui n'ont jamais eu d'autres visions que celles des « corons », un voyage culturel de deux jours à l'occasion des fêtes de Pâques.

Nos camarades de la Section d'Alfortville prennent en charge le couchage des cinquante jeunes et des adultes d'encadrement.

Le camarade Lavezzi est chargé de l'organisation matérielle du voyage à Paris.

Il reste à régler le problème des frais de séjour que nous ne pouvons laisser à la charge des parents qui, ainsi que l'on ne peut l'ignorer, perçoivent de très petits salaires ; or les frais vont être de 25 F par jeune pour la nourriture des deux jours. A

cela s'ajoutent les frais divers (visite d'un musée, un spectacle, etc.).

Sans que cela revête un caractère obligatoire, nous avons pensé qu'il serait possible à chaque section de la région parisienne de participer, en nous faisant parvenir une contribution minimum de 10 F (1.000 fr. anciens).

Cette modique somme nous permettra de recevoir convenablement ces jeunes camarades et ne devrait pas gêner considérablement les trésoreries des sections.

Nous comptons donc absolument sur l'esprit de solidarité du P.S.U.

Le montant des souscriptions doit être adressé à : M. Fernand Nicolas, C.C.P. 12.569-28 Paris, 25, rue Emile-Zola, à Alfortville (Seine).

UNE QUESTION ÉCRITE AU PRÉFET DE LA SEINE

Pour le droit à l'information des élus

Lors de la dernière session du Conseil municipal, et contrairement aux usages passés, seuls, des membres de la majorité ont été élus dans la quasi-totalité des organismes où siègent des représentants de la ville.

De ce fait, les conseillers municipaux de l'opposition pourront difficilement être informés des questions qui seront traitées et des décisions

qui seront prises au sein de ces organismes.

Or, leur champ d'action est beaucoup trop important pour rester l'affaire exclusive d'une seule partie du Conseil municipal.

Bien que des informations écrites ne puissent en rien remplacer le pouvoir de contrôle que donne la pré-

MANIFESTATIONS

Les photos accusaient la police

Notre excellent collaborateur et ami Elie Kagan a été victime d'inqualifiables brutalités policières, alors qu'il se trouvait pour des raisons professionnelles, le 6 avril, à la Bourse du Travail lors de la manifestation pour la paix au Vietnam.

Il avait pris des clichés au flash au moment où les policiers chargeaient les manifestants et distribuaient des coups à ceux qui étaient tombés à terre. Lui-même a été alors frappé,

matraqué, injurié. Les policiers lui ont arraché son flash, qu'ils ont brisé, et ont jeté à terre son appareil.

Les dégâts se montent à 500 F. Plainte a été déposée.

Le régime peut être fier de sa police. Elle s'est montrée digne de lui.

Nécrologie

Nous apprenons le décès, à l'âge de 38 ans, de notre camarade Joseph Mattu, secrétaire de la section d'Escandin, dans le Nord.

Malgré une santé défaillante, Joseph Mattu avait tout tenté pour réaliser l'union de la gauche dans sa ville. Militant d'un dévouement et d'un dynamisme extraordinaires, il écrivait, quelques jours avant sa mort, à la Fédération du Nord :

« Je commence à sortir un peu, ça va mieux, je me dis devoir guérir, car il y a du boulot qu'on ne peut négliger. »

La Fédération du Nord perd un animateur précieux, mais plus encore un admirable copain.

Que sa femme et ses enfants trouvent ici la marque de notre affection et de notre peine.

Serge MALLET, du Bureau national du P.S.U., a participé à la

TABLE RONDE SUR L'UNITE

organisée par

« Le Débat Communiste », à propos des thèses du communiste italien Amendola.

Autres participants :

Roger QUILLIOT, du Comité directeur de la S.F.I.O. ;

Jean CHAINTRON, ancien membre du Comité central du P.C.F. ;

André SALOMON, du Comité directeur du « Débat Communiste », et un délégué d'« Unir ».

Le texte intégral dans « Le Débat Communiste », qui vient de paraître.

Le n° : 1 F. - Abonnement : 10 F.

« Le Débat Communiste », 27, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9^e. O.C.P. 19 541 - 27 Paris.

Pour arrêter l'escalade

La situation au Vietnam est devenue à la fois plus claire et plus dangereuse.

Après le discours du président Johnson, deux principes paraissent désormais établis :

1) Tout règlement pacifique du problème sud-vietnamien entraîne le départ des forces américaines. Les Chinois soutiennent toujours que ce départ doit être un préalable mais, en fait, ses modalités pourraient être déterminées par la négociation, comme cela s'est fait pour l'Algérie.

2) Tout règlement pacifique implique, d'autre part, la neutralisation du Sud-Vietnam, neutralisation qui devrait, bien entendu, être garantie par un certain nombre de grandes notions.

Au-delà de ces principes commence la zone de contestation. Elle englobe la question essentielle : celle du pouvoir à Saigon. Ce pouvoir demeurera-t-il entre les mains de l'armée formée et subventionnée par les Américains ? Ou sera-t-il remis à un nouveau gouvernement national auquel participeraient les combattants du Vietcong ? C'est là le véritable choix.

★

Le jeu des Américains est très simple. Ils veulent que les factions qu'ils soutiennent demeurent en place et, faisant semblant de croire à une invasion du Sud par le Nord, ils demandent pratiquement la capitulation du Vietcong. En échange de quoi, ils sont prêts à cesser leurs raids contre le Nord, à garantir l'intégrité de son territoire et — pourquoi pas ? — à lui donner des dollars !

C'est une proposition inacceptable pour le mouvement insurrectionnel du Sud qui a incontestablement derrière lui la majorité de la population, et que l'on invite à se rendre à la minorité pro-américaine.

Mais c'est aussi une proposition que le Nord-Vietnam, la Chine et l'U.R.S.S. — en dépit de leur persistante rivalité — sont également conduits à rejeter.

Les Américains le savent, mais ils pensent que leurs bombardements vont devenir de plus en plus gênants, et que le moral des Nord-Vietnamiens — les seuls auxquels ils adressent des propositions de négociation — pourra flancher. Il s'agit d'une énorme erreur politique et psychologique, mais ils semblent bien décidés à la commettre. C'est qu'ils croient tenir les Chinois par la menace de la destruction de leurs installations industrielles (notamment atomiques) et les Soviétiques... par la perspective d'un affaiblissement de la puissance chinoise.

Pour l'instant, Chine et U.R.S.S. se montrent particulièrement prudentes. Mais il y a des limites qu'elles ne peuvent permettre aux Etats-Unis de franchir. « L'escalade » comporte, à un certain niveau, des risques terribles.

★

Que faire pour empêcher cela ? Et que faire particulièrement en France, où le gouvernement s'est déclaré, du moins en paroles, favorable à l'ouverture d'une négociation sur le Vietnam ?

Rien de plus inefficace qu'une campagne qui serait dépourvue d'objectifs précis et qui se contenterait de répéter le mot d'ordre général « Paix au Vietnam ». Nous devons nous efforcer de concentrer nos efforts sur deux points particulièrement importants, puis exiger du gouvernement français qu'il se prononce à leur sujet.

Le premier point a donc été mis en lumière dans ce journal par Pierre Naville. C'est le problème des relations entre la France et le Sud-Vietnam. Va-

t-on continuer à reconnaître le gouvernement actuel de Saigon comme la seule autorité réelle ou va-t-on, par une reconnaissance de la représentativité du F.N.L., obliger les autres puissances occidentales à discuter à partir de la situation de fait ?

Il ne suffit pas que la télévision passe des documentaires sur le Vietcong. Il faut maintenant tirer les conclusions politiques de ce que tous les témoins honnêtes ont pu constater.

Le second point a trait à l'Alliance Atlantique. On ne cesse de nous répéter que de Gaulle y est, au fond de lui-même, hostile. Que ne saisit-il cette occasion pour le montrer par ses actes ? A un certain moment, « l'escalade » ne mettra pas seulement en cause le Sud-Est asiatique. C'est tout le problème de la paix ou de la guerre qui se trouve posé. Aussi doit-on exiger que dès maintenant le gouvernement français déclare solennellement qu'une attaque américaine contre la Chine entraînerait la rupture du pacte et la déclaration de neutralité de la France (avec toutes les conséquences que cela suppose pour l'organisation logistique américaine en Europe).

Telles sont les décisions qui permettraient de dire que la France a effectivement jeté son poids dans la balance pour éviter l'irréparable. Nous ne pouvons pas nous contenter de déclarations d'intention et de clins d'œil à destination des journalistes.

Le mouvement ouvrier et l'ensemble des organisations populaires doivent exercer une vigoureuse pression pour obliger le gouvernement à agir ou à démontrer que sa politique internationale est un peu moins « progressiste » que certains ne l'imaginent.

Gilles Martinet.

MUNICIPALES

Région de Montbéliard (Doubs)

— Etienne Ramelet, instituteur, a été élu au premier tour à Chamesal (350 habitants) ;
— Guy Rivière, modèleur sur bois, au premier tour, à Bart (1.400 habitants), sur une liste de gauche ;
— Bernard Jacquemod, artisan peintre, à Bethoncourt (6.500 habitants), au premier tour, sur une liste d'Union avec la S.F.I.O. et des indépendants de gauche ;
— Michel Charbonnier, technicien, à Etupes (2.500 habitants), au second

tour, sur une liste d'Union S.F.I.O.-P.S.U.-P.C.F. ;
— Jacques Unger, électricien, et Mme Mouhot, au second tour, à Audincourt (12.500 habitants), sur une liste d'Union avec la S.F.I.O. et des indépendants de gauche ;
— Georges Tarbouriech, commerçant, au second tour, à Pont-de-Roide (3.700 habitants), sur une liste d'Union de gauche ;
— Roger Periat, ouvrier d'usine, à Meslières (390 habitants).

Isère : Canton de St-Etienne-de-St-Geoirs

— St-Michel-de-St-Geoirs (237 habitants), Couturier Guy (ouvrier en chaussures), élu avec 88 voix sur 130 votants au 1^{er} tour sur une liste d'Entente communale, élu adjoint avec 8 voix sur 11 votants, conseiller sortant.

— St-Pierre-de-Bressieux (650 habitants), Savignon Jean (agriculteur),

élu au 1^{er} tour sur une liste d'Entente communale avec 274 voix sur 346 votants. Elu adjoint avec 10 voix sur 13. Conseiller et adjoint sortant.
— St-Siméon-de-Bressieux (1.800 habitants), Perrou Joseph (directeur de C.E.G.), candidat d'Action municipale démocratique, élu au 2^e tour avec 506 voix sur 831 votants, nouveau conseiller.

Htes-Pyrénées : Lannemezan

Deuxième tour. — Liste unique S.F.I.O.-Radicaux-P.S.U.-P.C.

Résultats : 15 élus, dont 1 P.S.U. en

neuvième position : notre camarade Dubarry, secrétaire de la section de Lannemezan.

CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN A "TRIBUNE SOCIALISTE"

L'activité déployée par nos camarades pendant la campagne municipale leur a fait délaisser quelque peu le placement des Bons de Soutien de « T.S. ». - Les succès obtenus par le P.S.U. sont un encouragement à continuer les efforts entrepris.

DES MAINTENANT,

- dans la foulée des élections
- en préparant le Congrès National

placez LES BONS DE SOUTIEN

Comme l'année dernière, cette vente doit nous permettre de passer le cap difficile des vacances et surtout de développer notre hebdomadaire. — D'un prix modique (1 F), les bons de soutien sont groupés par carnets de 10.

MANIFESTATION

3.000 délégués bretons revendiquent à Paris

« L'Ouest veut vivre ! » C'est par la vente (au prix de 1 F) d'un macaron portant cette mention que les syndicalistes de Bretagne et des pays de la Loire ont financé la « marche sur Paris » de trois mille délégués venus crier dans la capitale, le 8 avril, l'exigence d'une région qui dépérit lentement.

Organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T., avec le concours de la F.E.N. et de l'U.N.E.F., cette manifestation avait reçu l'appui de certains syndicats agricoles et du C.A.B. (Comité d'Action pour la Bretagne) qui groupe les partis de gauche. Certaines organisations F.O. — en particulier l'U.D. des Côtes-du-Nord — participaient à l'action. L'opposition du responsable F.O. de Loire-Atlantique, l'anarcho-syndicaliste Hébert (grand soutien d'André Morice), ne parut pas nuire au succès du meeting et des débrayages qui, parallèlement à la « marche sur Paris », eurent lieu à Nantes comme dans un certain nombre de villes des neuf départements concernés.

Une région en proie à la récession

La situation économique de plus en plus difficile de la région de l'Ouest, situation qui a pour conséquence le chômage et un exode de sa population, a été mise en lumière au cours d'une récente conférence de presse tenue à Paris par la C.F.D.T.

Eloignée des sources de matières premières, cette région se trouve également défavorisée par la mise en place de la Communauté économique européenne qui a pour effet de concentrer davantage les activités économiques et le mouvement des affaires dans les vallées du Rhin et du Rhône. Dans le cadre de l'Europe « libérale » du Marché commun, cet handicap vaut pour la Bretagne, comme pour la Sicile — à moins qu'une planification à l'échelle européenne ne vienne stopper le déclin des régions « sous-développées ».

D'autre part, les départements de l'Ouest doivent faire vivre une population jeune (35 % d'habitants de moins de dix-neuf ans au 1^{er} janvier 1963, contre 32 % pour la France entière) et assurer la reconversion d'une partie de sa population agricole. On note 35 % d'agriculteurs pour les pays de la Loire et 42 % pour la Bretagne contre 20 % pour l'ensemble de la France, d'où une diminution moyenne de 24,5 % de la population active agricole qui, entre 1954 et 1962, a émigré vers les villes.

En outre, la C.F.D.T. incrimine l'incapacité de la bourgeoisie locale dont les cadres politiques « n'ont pas semblé vouloir activer l'industrialisation de peur de voir évoluer une couleur politique dans une région jusqu'alors bien-pensante ».

Enfin, la situation s'est aggravée en raison de la transformation de la structure industrielle : concentration dans l'alimentation, crise de la construction navale, industrie dominante, et, plus récemment, difficultés d'autres industries : textiles, habillement, cuirs et peaux, appareils ménagers et électroniques.

La première conséquence est une diminution de la population active résultant de l'émigration vers des régions plus favorisées et un bas niveau de vie. De 1954 à 1962, la Bretagne a perdu 83.000 travailleurs des deux sexes, la Loire, 56.000 ; alors que, pour la même période couvrant l'intervalle entre deux recensements, la population active a augmenté de 0,6 % pour la France entière, elle a baissé pour la Bretagne de 7,6 % et pour les pays de la Loire de 6,1 %.

En ce qui concerne les salaires, l'abattement réel sur la région parisienne dépasse 40 %, alors que les abattements de zone officiels ne devaient pas dépasser, au moment le plus défavorable, 25 %. Et pourtant l'Ouest est réputé pour avoir le syndicalisme « le plus combatif de France » !...

Une autre conséquence dramatique est la progression du chômage qui résulte du fait qu'on a confondu « création numérique d'emplois » et développement économique en implantant ce que certaines pancartes appelaient à Paris, le 8 avril, des « usines-pirates » : entreprises à main-d'œuvre féminine et à bas salaires fabriquant des biens de consommation dits modernes (habillements, appareils mé-

culteurs (qui regroupe notamment des représentants du syndicalisme agricole et du syndicalisme ouvrier) : « Encourager la reconversion des agriculteurs sans prévoir en même temps des possibilités suffisantes de formation professionnelle et un taux parallèle d'emploi dans l'industrie et le commerce de l'Ouest, serait une attitude contradictoire et dangereuse pour la région. »

De leur côté, les responsables F.O. de la Bretagne et des pays de la Loire ont formulé les conditions d'un reclassement des travailleurs atteints par les conversions et les licenciements :

« Ce reclassement et l'extension de l'emploi dépendront :

— d'une politique de développement des activités existantes, d'implantations industrielles nouvelles.



« ...La Bretagne : ça n'est pas seulement que du folklore !... »

nagers, etc.), aujourd'hui atteintes par la crise. Les résultats d'un tel « sous-développement » sont criants : 3.000 licenciements en un an en Loire-Atlantique, 900 depuis octobre dernier dans le Choletais, abaissement des horaires à moins de trente heures par semaine pour 3.000 travailleurs du textile et de la chaussure en Ille-et-Vilaine, 600 licenciements dans le Morbihan (1.000 autres amorcés), etc.

Nos Excellences constatent que le pays connaît actuellement une récession économique : ce n'est sans doute pas vrai pour toutes les branches et toutes les régions, cela est incontestable pour la Bretagne et les pays de la Loire.

Seule une planification démocratique...

On dira peut-être que les Bretons qui ne gagnent plus leur vie sur place n'ont qu'à émigrer vers des régions plus industrialisées, ce qu'une partie d'entre eux a déjà commencé à faire. M. Pompidou l'a d'ailleurs clairement laissé entendre dans une intervention radiotélévisée. C'est faire bon marché des drames humains engendrés par une adaptation difficile dans des cités surpeuplées, de la crise du logement (si grave notamment dans la région parisienne), du ralentissement économique actuel qui rend plus difficile la recherche d'emplois par une main-d'œuvre souvent peu qualifiée.

Il ne s'agit pas de professer en la matière je ne sais quel provincialisme attardé. Il faut transformer les structures existantes pour permettre le plein emploi et un développement harmonieux des régions. La reconversion d'une main-d'œuvre agricole excédentaire — comme celle qui existe dans l'Ouest — est un problème essentiel.

Ainsi que le soulignait récemment le Comité régional Ouest pour les mutations professionnelles des agri-

« Cette industrialisation doit elle-même être soutenue par :

— une politique d'équipements collectifs aujourd'hui compromise par l'insuffisance des crédits ;

— une politique régionale doit être impulsée par la création d'une Caisse nationale d'investissements pour :

— provoquer le développement ;
— réanimer valablement les économies régionales ;
— assurer les conversions sans souffrances sociales. »

MÉTALLURGIE

Récession dans le Nord

Après le textile, la récession frappe la métallurgie dans la région lilloise.

Depuis quelque temps des réductions du temps de travail étaient enregistrées dans la quasi-totalité des firmes. En février les établissements Paindavoine avaient licencié quatre-vingts ouvriers (dont la plupart ne sont pas encore reclassés). Nous savions aussi que chez Coquart des listes de licenciements étaient préparées (trois listes de trente). Vendredi 29 mars, nous apprenions que le Comité d'entreprise avait été convoqué le jour même de la décision de licenciement général du personnel (290 personnes) pour le 31 mars « par suite de l'effondrement de la situation financière ne permettant plus d'assurer le paiement des salaires à partir du 1^{er} avril ».

Les conditions de ce licenciement sont particulièrement révoltantes, en effet :

Aucun préavis, aucune indemnité de licenciement (soi-disant protégés par la loi, les travailleurs se retrouvent en 1965 dans les mêmes condi-

La C.F.D.T. insiste également sur le rôle primordial des investissements publics dans l'implantation d'industries de base nécessaires au développement du processus d'industrialisation :

« Seule une politique d'investissements publics permettrait de résoudre un problème de cette ampleur :

— création d'écoles et notamment de collèges de formation professionnelle et agricole ;

— équipements sanitaire et social en large développement ;

— construction d'au moins vingt-cinq mille logements par année ;

— aménagement des voies de communication, en particulier avec l'Est et sur la façade maritime ;

— initiatives publiques en matière de décentralisation ou de créations d'intérêt national permettant de créer des emplois dans des secteurs de base. »

On ne saurait, en effet, laisser à l'initiative privée le soin de promouvoir l'expansion régionale, une telle politique nécessite trop d'équipements non immédiatement rentables. La C.F.D.T. critique à ce sujet l'option du V^e Plan tendant à favoriser l'auto-financement, c'est-à-dire en l'état actuel des choses l'afflux des capitaux dans l'Est de la France. Les incitations de la puissance publique ne sauraient suffire, il n'y aura, cette année, en Bretagne, que 2.000 emplois nouveaux, alors que 18.000 par an, pendant huit ans, seraient nécessaires. Il faut que l'Etat et le secteur nationalisé procèdent eux-mêmes à des investissements.

Sans doute ceux-ci devraient être considérables, mais la C.F.D.T. fait remarquer qu'« au demeurant ils ne coûteraient pas plus cher que la déportation de la main-d'œuvre », déportation condamnée par les manifestants du 8 avril.

Les syndicats remarquent également que le pays trouve bien de l'argent pour les dépenses militaires, qu'il s'agisse de faire la guerre d'Algérie ou de construire la force de frappe. C'est que toute politique de développement économique, toute planification impliquent certains choix essentiels. C'est ce qu'a souligné le P.S.U. quand il a publié son projet de contre-plan.

Les « marches sur Paris » des ouvriers du textile et des travailleurs de l'Ouest traduisent une prise de conscience. Seule une planification démocratique, permettant aux plus défavorisés, aux « oubliés de l'expansion », de faire entendre leur voix peut aboutir à une réanimation des régions et des branches industrielles en état de récession.

Maurice Combes.

tions d'abandon total qu'au siècle dernier). Les indemnités de congés payés ne sont pas honorées.

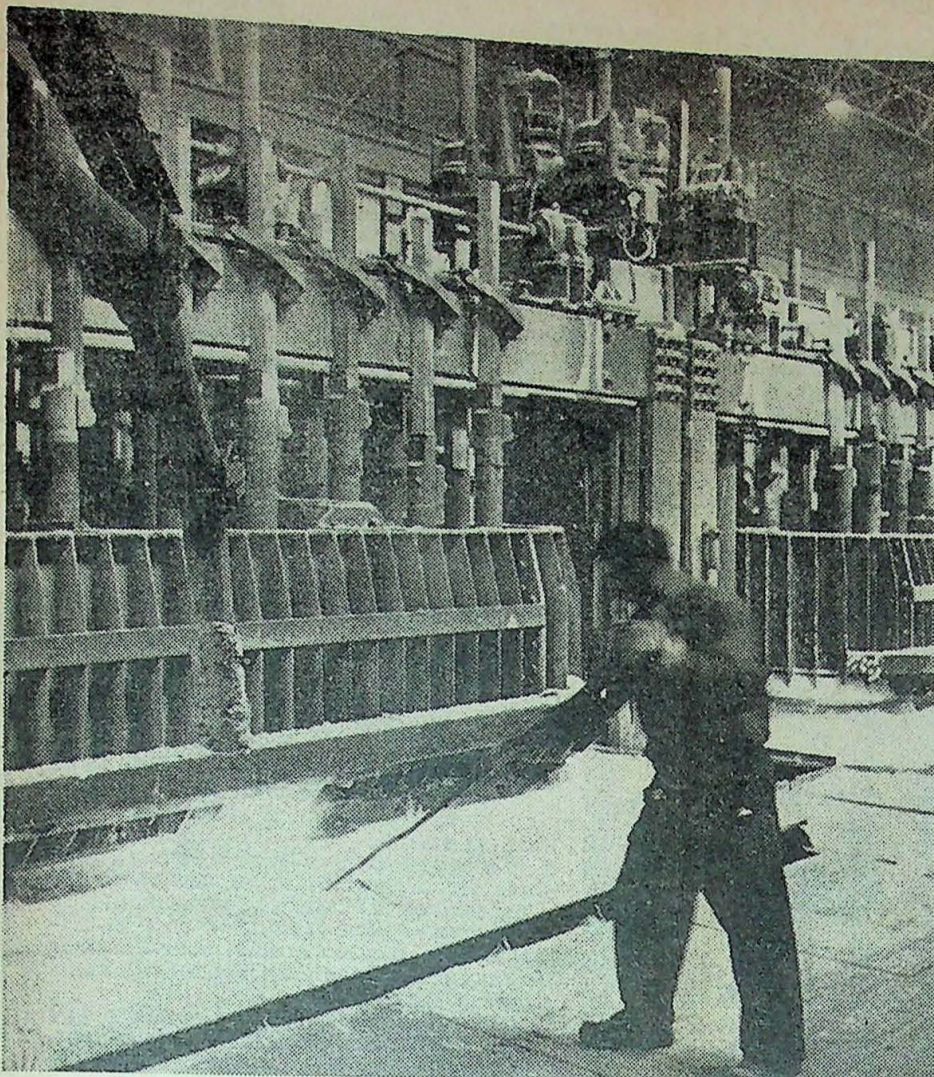
Plus de 300 ouvriers et employés sont voués du jour au lendemain aux retraites réduites, au chômage, au chantage au salaire dans une région déjà retardataire en pleine période de récession.

Les raisons de la faillite

La firme Paindavoine avait un véritable renom international par la qualité de ses fabrications. Elle a depuis 1949 construit 800 ponts dans trente et un pays étrangers. Elle venait de terminer en Roumanie la construction d'une grue géante. Sa réputation était bonne ; sa technique éprouvée. Cent cinquante travailleurs avaient plus de vingt ans de présence et formaient l'ossature d'un personnel hautement qualifié.

Deux sortes de causes sont responsables de la faillite :

La gestion. — Cette usine était de toute façon condamnée par la



(Photo Tribune.)

L'aspect humain n'est jamais envisagé.

structure même de sa direction, la gestion de forme familiale était mauvaise et la chute n'a été qu'accélérée à la suite de plusieurs opérations financières.

De plus, les représentants du Comité d'entreprise ont condamné : « Un système économique qui demande le C.A.P. à l'ouvrier P1 mais rien au chef d'entreprise et qui institutionnalise l'irresponsabilité condamnant demain d'autres travailleurs avec la même inconscience. »

Il y a là une prise de conscience qui doit déboucher un jour sur la revendication de gestion ouvrière de l'entreprise pour faire respecter le droit au travail des salariés et interdire éventuellement comme chez Painsavoine des opérations et orientations aventuristes qui mettent en cause l'existence même de l'entreprise outil de travail de tous ceux qui y sont employés.

Le choix par le gouvernement gaulliste en matière économique d'une concentration industrielle toujours plus poussée et sa volonté d'éliminer les petites et moyennes entreprises jugées incapables à supporter la concurrence internationale.

Cette volonté se traduit par une réduction des commandes de l'Etat, ce qui en cette période de récession équivaut à une condamnation à mort pour les firmes qui s'en trouvent privées.

Nous pensons que nous trouvons là une des raisons de l'antigaullisme récent des indépendants et du M.R.P., représentants privilégiés du « petit » patronat.

Constatons que cette politique de concentration économique n'envisage en aucun cas les incidences sociales. Elle se fait autoritairement sans que jamais l'aspect humain soit envisagé.

Les 380 licenciés des établissements Painsavoine en sont les dernières victimes.

Autres firmes métallurgiques en difficultés dans le Nord :

Seulfort, à Maubeuge (machines-outils et matériel de chemin de fer) dont l'important service de fonderie ferme ses portes le 30 avril en licenciant 136 ouvriers.

Crépelle, à Lille (compresseurs) où la direction se refuse à faire les investissements indispensables pour remplacer ou rénover un matériel de production complètement désuet (plus de 25 ans pour certains métiers).

Il s'agit ici d'un problème de gestion. Une gestion de forme familiale sans ouverture sur l'avenir.

Cocard, à Lille (robinetterie industrielle) où malgré ou à cause d'une reprise par des capitaux américains, trente-quatre ouvriers ont été licenciés en fin mars ; deux autres listes étant prévues pour la fin des deux prochains mois.

Dujardin, à Lille (constructions mécaniques). Une tentative de reconversion vers la production de machines-outils a mis la firme en difficulté et nous savons que de mois en mois on se demande s'il sera possible de faire face aux échéances.

Fives-Lille Cail. Si la société a été renflouée financièrement, la gestion est toujours aussi désastreuse, les ingénieurs ne s'y trompent pas et nombreux sont ceux qui cherchent à se reclasser ailleurs.

Si cette entreprise était privée de ses commandes militaires (chars AMX), elle se trouverait à nouveau en extrême difficulté.

Aussi bien dans le domaine de la gestion que des orientations de production, l'établissement d'une cogestion de la part des travailleurs, par exemple, par l'intermédiaire des comités d'entreprise est une revendication essentielle qui permettrait de contrôler l'utilisation des disponibilités en vue d'investissements rationnels. Elle permettrait d'interdire que ces disponibilités soient distraites comme c'est le cas pour le textile pour des achats de terrains dans le secteur de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing dans des buts spéculatifs.

Nous ne pouvons donc que réaffirmer notre condamnation de la politique gaulliste et de sa volonté de mettre toute l'économie du pays entre les mains des grandes sociétés financières ce qui, pour le Nord, crée un déséquilibre dangereux pour la situation des travailleurs.

SYNDICATS

F.O. et la réforme de la fiscalité

Alors que sous prétexte de relancer les investissements, le gouvernement réduit les impôts sur les sociétés, les syndicats sont amenés à protester contre le fait que l'impôt sur le revenu pèse d'un poids de plus en plus lourd sur les épaules des salariés. A cet égard, les aménagements apportés à la « grille » par la dernière loi de finances leur apparaissent tout à fait insuffisants.

C'est pour s'élever contre cette situation et poser l'ensemble des problèmes de la fiscalité que la C.G.T.-F.O. et le Syndicat général des impôts ont tenu récemment une conférence de presse sur le thème : « Les contribuables français peuvent-ils s'accommoder de la répartition actuelle de la charge fiscale, au regard des perspectives ouvertes par l'application du V^e Plan et par l'harmonisation des fiscalités à l'intérieur de « l'Europe des Six » ? »

Après avoir souligné que l'impôt faisait trop souvent des salariés français des « plaignants sans doctrine ni curiosité », les responsables F.O. ont indiqué que l'harmonisation des fiscalités au sein de l'Europe des Six (réduction de la T.V.A.) et la création d'un budget communautaire (mise en place du Marché commun agricole) allaient creuser un trou annuel de 800 à 900 milliards d'anciens francs dans le budget français.

Dans ces conditions, les salariés, déjà trop lourdement taxés, se verront-ils surimposés ?

Une fiscalité injuste

En ce qui concerne les défauts de la fiscalité actuelle, Force Ouvrière mentionne notamment :

— La part prépondérante prise par les impôts indirects, inclus ou répercutables dans les prix, alors que leur volume ne devrait pas dépasser la moitié des recettes budgétaires comme dans les autres pays du Marché commun. (F.O. préconise la suppression de la taxe locale, sujet de controverse pour les défenseurs des collectivités locales.)

— L'absence de tout impôt annuel sur la fortune acquise, le prélèvement sur le capital étant tombé de 21 % en 1913 à 6 % en 1964.

— La chute de la part de l'impôt sur les sociétés dans les recettes budgétaires (27 % de 1959 à 1965 dans le temps où leur revenu s'accroissait de 45 %).

— L'augmentation du nombre des assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en raison de l'invariabilité du barème.

Selon F.O., alors que les gains des salariés représentent 51 % du revenu national des ménages, ils entrent pour 66 % dans les bases de l'impôt sur le revenu global. Les commerçants, industriels, agriculteurs paient seulement 27 % des impôts alors que leur part dans le revenu national s'élève à 36 %.

— L'importance de l'évasion fiscale sous toutes ses formes.

— La réduction de l'effort fiscal demandé aux revenus du capital (suppression de la taxe proportionnelle puis réduction de la taxe complémentaire).

Les solutions proposées par F.O.

Afin de remédier à ces injustices, le Syndicat général des impôts F.O. préconise un certain nombre de mesures dont la principale est, à coup sûr, l'élévation à 40 % de l'abattement pratiqué en faveur des salariés (au lieu de 20 % actuellement).

Mais il est évident que ce manque à gagner pour le Trésor devrait être compensé par des mesures sévères frappant les autres catégories sociales. A cet égard, F.O. estime qu'il est possible de faire payer plus d'impôts aux agriculteurs dont le revenu, selon le V^e Plan, doit augmenter de

5,6 % par an, aux propriétaires d'immeubles locatifs du fait de la libération des loyers, aux entreprises (l'autofinancement ayant été porté à 70 % sans contrepartie fiscale ou sociale).

F.O. demande donc pour cela :

— l'intégration de la fortune acquise (mobilière et immobilière) parmi les éléments permettant d'apprécier la faculté contributive du citoyen ;

— la suppression des exonérations abusives et la normalisation de la déclaration contrôlée ;

— la lutte contre la fraude, ce qui nécessiterait un renforcement du corps des vérificateurs ;

— la suspension de toute réduction de la taxe complémentaire et, d'une manière générale, de toute atténuation au profit des sociétés et des non-salariés tant que l'on n'aura pas mis un terme à l'évasion légale et à la fraude proprement dite.

Susciter une épargne individuelle

Une telle orientation est contraire à l'actuelle orthodoxie giscardienne qui tend à alléger la fiscalité qui frappe les grandes entreprises pour favoriser l'autofinancement. Il en va de même d'un recours limité à l'impasse budgétaire suggéré par F.O. pour relancer l'économie. Le « Guide », lui-même, y est opposé !...

Par ailleurs, les responsables de F.O. se déclarent en faveur de mesures fiscales propres à susciter une épargne individuelle investie à long terme et canalisée vers une Caisse nationale d'investissements, dont la création impliquerait une volonté plus grande de l'Etat d'orienter l'économie.

A moins de profonds changements politiques, la réforme de la fiscalité n'est pas pour demain.

Un communiqué du Bureau national

— Le P.S.U., qui a toujours préconisé une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles, se réjouit que de nombreuses personnalités aient lancé un appel dans ce sens, et que la conférence de presse de Jean Vilar ait rencontré un écho favorable.

Le 9-4-65.

Les signataires de l'Appel à l'Opinion Démocratique pour une candidature unique de la Gauche aux élections présidentielles enregistrent avec satisfaction les premiers résultats de leur démarche.

A la suite de la conférence de presse du 29 mars, au cours de laquelle M. Jean Vilar a fait une déclaration en leurs noms, plusieurs personnalités ont fait connaître leur accord (1).

En outre, de nombreux citoyens et citoyennes ont déjà manifesté leur approbation par lettres.

Les signataires de l'Appel demandent à tous les Français qui souhaitent, comme eux, une candidature commune de toute la gauche, de faire connaître leur accord en écrivant à :

M. Michel Breitman, 16, rue Hector-Berlioz, Ruell (S.-et-O.).

(1) Liste en annexe.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

ENQUÊTE

Une expérience intéressante du P.S.U.

Au cours des réunions électorales, il est rare de voir les candidats demander à leurs électeurs ce qu'ils pensent du programme exposé, de la valeur des exposés faits par les membres de la liste, etc.

C'est pourtant ce qui vient de se passer, à l'initiative de l'Union Démocratique du 16^e, au cours de la campagne pour les élections municipales, dans un certain nombre de secteurs parisiens et de municipalités de la région parisienne ou de province. Il ne s'agit absolument pas de moralisme de la part des candidats, mais d'une tentative pour mieux faire participer les électeurs à l'action politique de leurs éventuels représentants.

Ce qui s'est fait dans le 10^e secteur de Paris (16^e arrondissement) constitue un bon exemple d'une expérience d'enquête-participation menée auprès des participants aux réunions des réseaux d'écoles.

Le 16^e arrondissement de Paris est traditionnellement considéré comme le symbole des quartiers riches, de la grande bourgeoisie parisienne. C'est en gros assez exact, aussi bien a-t-il été au second tour la liste U.N.R., de préférence à la liste d'Union Démocratique. La composition sociale de ce quartier est cependant plus variée qu'on ne le pense généralement : un tiers de représentants du commerce et des professions libérales, la moitié de cadres moyens et d'employés, 11 p. cent d'ouvriers. La liste d'Union Démocratique (P.C. - P.S.U. - S.F.I.O.) a tout de même obtenu environ 15.000 voix au premier tour.

Les représentants du P.S.U. avaient proposé aux camarades du P.C. et de la S.F.I.O. de distribuer au cours des réunions électorales, qui furent assez nombreuses, un questionnaire aux participants concernant leurs préoccupations politiques et sociales, ainsi que leurs réactions devant les arguments et les exposés des candidats.

C'est ainsi que 136 questionnaires furent remplis, ce qui constitue un chiffre élevé, en particulier si l'on tient compte du désir normal de l'électeur, après une réunion qui s'est souvent prolongée assez tard, de rentrer rapidement chez lui, plutôt que de s'attarder à la sortie.

En termes scientifiques habituels, il est évident que « l'échantillon » n'est pas assez large pour être représentatif de la tendance de la population du 16^e arrondissement, d'autant plus que les participants aux réunions de la liste d'Union Démocratique sont déjà quelque peu marqués politiquement.

L'intérêt de l'opération n'est évidemment pas là. Les réponses expriment, par contre, les préoccupations de personnes qui ne sont pas des militants, mais des sympathisants de gauche, en majorité communistes, ainsi que leurs réactions devant une campagne électorale menée par une liste d'Union démocratique.

Une première question demandait de choisir parmi une longue liste de

réponses possibles, les 10 problèmes qui semblaient les plus importants dans l'arrondissement.

Les réponses confirment la gravité du problème du logement (mentionné 179 fois), l'importance accordée aux questions scolaires (120 réponses), aux problèmes d'aide aux vieux (116), de santé (insuffisance des hôpitaux : 108 fois). Ensuite viennent les problèmes d'équipement sportif (100) et culturel (besoin d'une Maison de Jeunes exprimé 84 fois), et seulement après, les difficultés de circulation (72 fois).

Ces résultats indiquent bien l'importance croissante accordée aux problèmes d'équipements collectifs et la conscience très nette, malgré la propagande gouvernementale, de l'insuffisance de l'action menée par le régime et la municipalité sortante.

En raison du cadre dans lequel l'enquête s'est déroulée, les questions économiques et sociales traditionnelles sont moins souvent relevées (vie trop chère 80, impôts trop élevés 78, augmentation des salaires 58, réduction des horaires de travail 48).

Tout cela confirme l'idée qu'une action politique locale centrée sur des revendications concrètes d'équipement collectif rencontre les préoccupations des milieux sociaux que peut toucher le Parti.

Le programme

Deuxième série de questions : « Que pensez-vous du programme exposé par les orateurs ? »

Il est heureux de noter une très grande majorité de réponses favorables : « Pas de vaines promesses », « précis », « concret », « démocratique », etc.

L'accent est mis sur les exigences de réalisations : « Très bien, mais il faut pouvoir les réaliser ».

D'autres insistent sur la nécessité de replacer un programme de gestion municipale dans une perspective de politique générale.

On remarque donc deux revendications qui ne sont pas contradictoires :

— un programme concret, précis, réalisable ;

— un programme municipal s'intégrant dans une revendication politique plus large.

Ces deux idées sont la plupart du temps exprimées par des personnes différentes ; elles semblent correspondre à des niveaux différents de prise de conscience politique. Mais globalement, la démarche de pensée est claire et intéressante.

Troisième partie de l'enquête, les réflexions faites sur les orateurs sont plutôt élogieuses pour les têtes de liste Albert Ouzoulias (P.C.) et Colette Audry (P.S.U.), ainsi que pour les colistiers qui sont intervenus. Elles expriment une satisfaction certaine devant la bonne tenue et l'intérêt de la réunion.

Les seules critiques concernent la longueur de certains exposés ou, pour quelques personnes, la virulence jugée excessive des orateurs lorsqu'ils parlent de l'U.N.R. ou du gouvernement (il ne faut pas oublier que nous sommes tout de même dans le 16^e arrondissement de Paris).

Dernière question posée : que pensez-vous de cette enquête ?

Les réponses sont plus intéressantes que l'on ne pouvait s'y attendre. Les participants à l'enquête manifestent nettement leur intérêt pour l'initiative et leur satisfaction de voir que les candidats s'intéressent quelque peu à leur opinion. Ils ont cependant conscience des limites évidentes d'une telle opération :

— questionnaire incomplet ;

— public touché pas assez nombreux ;

— aucune influence sur les données réelles des problèmes politiques.

En définitive, que faut-il retenir de cette expérience ? Quel peut être l'intérêt pour les militants du parti

ERRATUM

Dans l'article sur le Congrès de l'U.G.T.A. de Claude Glayman, paru dans notre précédent numéro, on lit, dans le paragraphe sur le secteur privé : « ...parvenir à une véritable autogestion ». Il fallait lire : « une véritable cogestion ».

d'une telle forme d'action électorale, à première vue peu payante ?

L'enquête a une utilité immédiate pour les candidats en créant rapidement un certain dialogue avec les électeurs. Ainsi, les réflexions faites à l'issue des premières réunions sur la durée de quelques exposés ont-elles permis de corriger ce défaut. Sur un plan moins formel, l'importance accordée à certains problèmes qui n'étaient pas suffisamment traités dans l'exposé du programme, a-t-il entraîné de la part des orateurs des modifications dans la place respective donnée aux différentes questions.

Une telle enquête facilite et permet de prolonger la prise de contact entre les militants d'un parti et leurs électeurs. Ainsi, la quasi-totalité des participants (108 sur 136) a tenu à signer sa réponse avec son nom et adresse, manifestant ainsi sa volonté d'être tenu au courant de l'ac-

tivité des candidats et de leur parti. Plus généralement encore, une expérience de ce genre peut être un moyen de créer un style un peu nouveau de rapports entre les organisations politiques et les électeurs sympathisants qui ont parfois l'impression que l'on ne cherche pas suffisamment le dialogue avec eux. Elle marque plus nettement la signification d'une campagne électorale où le parti recherche certes l'élection, mais aussi le développement de la prise de conscience politique de l'opinion.

Il ne faudrait évidemment pas attribuer à des enquêtes de ce genre plus d'importance qu'elles ne peuvent en avoir ; elles sont certainement insuffisantes par elles-mêmes pour susciter un engagement plus précis des électeurs, mais elles peuvent être un des moyens d'une action plus étendue et plus profonde des militants du parti.

Jacques Valle.



Une petite Marianne qui vous offre des fleurs aux couleurs de la République... Tel est le thème du dessin que Jean Effel a préparé pour le timbre de la Quinzaine de l'École publique. On n'aurait mieux su symboliser la portée d'une campagne nationale qui, une fois de plus, va mobiliser autour de l'École la foule de ses amis.

La générosité publique s'affirmera pour que les tâches multiples assumées par les œuvres d'éducation permanente se développent sans cesse, pour qu'elles disposent de moyens accrus, pour que leur efficacité s'étende à un plus grand nombre de bénéficiaires.

Chaque timbre, chaque vignette que vous achèterez vous associera à cette tâche exaltante. Nous sommes persuadés que vous réserverez le meilleur accueil à nos jeunes vendeurs.

SPORTS

Succès total de Paris-Rocroi-Bruxelles

La première course cycliste patronnée par Tribune Socialiste a connu un succès total, tant par la qualité de l'épreuve que par la propagande faite au cours de cette compétition pour notre journal.

En effet, sur tout le parcours, aussi bien en France qu'en Belgique, T.S. fut à l'honneur. Il est vrai que notre camarade Pierre Nicon avait bien fait les choses.

Samedi, sur la petite place de Valenciennes, malgré le temps incertain, la foule s'était massée pour assister au départ des coureurs. Anecdote amusante : c'est une mariée, sortant de l'église au bras de son époux, qui donna le départ, sans oublier d'embrasser le benjamin des concurrents, Claude Guyot. Il faut croire que ce baiser donna des ailes au jeune cycliste puisqu'il participa à la bonne échappée et, dominant tous ses adversaires sur un parcours fortement vallonné, Guyot enleva la première étape, Paris-Rocroi, en 4 h. 2 m. 4 s., devant le Belge Trus.

La mairie P.S.U. de Rocroi salua, au cours d'une belle réception, les organisateurs de la course et, pour ne pas être en reste, la section P.S.U. offrit un vin d'honneur aux responsables de l'épreuve.

Deux vainqueurs : G. Guyot et Tribune Socialiste

La seconde étape, comme la première, fut suivie par un nombreux public et les Belges présents sur le tracé de la course ont eu l'occasion de faire connaissance avec Tribune. Plus de trois cents journaux furent distribués pendant ce week-end.

En dépit de la supériorité numérique des coureurs belges, Claude Guyot, le jeune sociétaire de l'U.S. Créteil, ne totalisant que 20 secondes d'avance au départ de Rocroi, réussissait, grâce à sa science de la course et à son démarrage fulgurant, à conserver sa précieuse avance et à arracher ce premier Paris-Rocroi-Bruxelles.

La deuxième étape, qui fut passionnante de bout en bout, vit les coureurs belges attaquer sans relâche et mettre en difficulté le futur vainqueur de l'épreuve.

Cette victoire de Claude Guyot lui

permet d'ajouter un cent vingt-sixième succès à son éloquent palmarès. Si l'on sait que ce garçon n'a pas encore vingt ans, cela permet d'augurer un bel avenir pour ce sujet d'exception.

Au total, ce premier Paris-Rocroi-Bruxelles s'est déroulé dans les meilleures conditions. Il confirme la valeur d'un espoir du sport cycliste et a permis à des milliers de personnes de découvrir Tribune Socialiste.

Félicitations donc au vainqueur Claude Guyot, mais aussi à notre camarade Pierre Nicon, sportif et militant du P.S.U., qui a trouvé avec intelligence le moyen de lier ce qui, pour beaucoup, paraît incompatible.

D. L.

L'examen du permis de conduire est-il une mascarade ?

Quelles sont les chances des candidats ?

Les accidents d'automobile sont-ils dus à des défaillances de mécanique ou de conducteurs ?

Sont-ils provoqués par l'étroitesse des routes ou par l'absence de jugeote ?

Les réponses à ces questions, vous les trouverez dans le livre qui vient de paraître (1) Les Tribulations d'un moniteur d'auto-école, de Sébastien Soler.

Ce récit satirique, avec ses « remarques et suggestions », est aussi un « réquisitoire contre les méthodes actuelles d'examen » et en même temps un plaidoyer pour les candidats au permis de conduire.

(1) Editions du Scorpion, 1, rue Lobineau, Paris-6^e. (Prix : 11 F.)

TRIBUNE Socialiste
 HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
 Directeur politique : HARRIS PUISAIS
 Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
 ● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St.-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
 6 mois 18 F
 1 an 35 F
 Soutien : à partir de .. 70 F
 Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

LIVRES

Le Voleur de Georges DARIEN

Georges Darien : ce nom ne dira sans doute rien à nos lecteurs. C'est celui de l'auteur du Voleur, roman qui fut publié en 1897 et qui passa inaperçu. Au moins du grand public, car Alfred Jarry le rangeait au sixième rang des livres qui avaient sa prédilection. Réédité chez Jean-Jacques Pauvert en 1955, Le Voleur vient d'être publié dans la Collection Littérature (1), avec une préface d'André Breton qui rend hommage à Darien, « homme révolté s'il en fut — qu'Albert Camus s'évertuerait bien vainement à faire passer sous sa toise ».

A vrai dire, on sait peu de chose de Georges Darien, sinon qu'il servit dans l'armée et fut expédié pour insubordination en Tunisie, ce qui lui fournit l'occasion d'un réquisitoire : Biribi, discipline militaire. Par ailleurs, on s'est demandé si, dans le civil, il n'était pas autre chose que littérateur, s'il n'était pas un peu voleur comme son héros Randal (à l'instar duquel il effectua de fréquents séjours à Londres et à Bruxelles).

Anarchiste, Darien ? A coup sûr, mais avant tout artiste. Mêlée aux coups de gueule contre la société et aux pointes d'émotion, l'ironie affleure sans cesse dans son livre et lui confère un charme particulier. Quoi de plus ironique en effet que le destin de ce voleur qui finit dans la peau d'un bon bourgeois, après avoir hérité de son oncle une fortune rondelette... grâce à un faux testament, l'autre ayant voulu le déshériter ?

Il est vrai que le héros de Darien s'est toujours efforcé de conserver un masque respectable. Il se fait passer pour ingénieur spécialisé dans... les écluses; il a commis pour la « Reine Pénitente » une étude intitulée... « de l'influence des tunnels sur la moralité publique » et il a été chargé par le gouvernement de la République d'une enquête sur les établissements pénitentiaires... en Dalmatie. On voit le sérieux du personnage.

Sa philosophie est une plaisante apologie du vol qui serait un moyen, non seulement de contester la société bourgeoise, mais aussi de lutter contre la surproduction et contre les ex-

cess de la thésaurisation. Quant aux adeptes des sectes socialistes et anarchistes, notre voleur les met dans le même sac.

Il ne voit en eux que des pédants tout prêts à exploiter pour leur propre compte la malheureuse humanité mais avant tout impuissants contre les gouvernements. La même question posée à un disciple de Marx et à un disciple de Bakounine appelle la même réponse :

« A qui profite-t-elle donc, alors, cette propagande ? »

— Au « mouchard » ?
Cependant Darien réserve l'essentiel de ses coups à la bourgeoisie de son temps, y compris à la bourgeoisie anticléricale. Il justifie son hypocrisie, l'avidité qui se cache derrière ses paroles vertueuses, la dureté dont elle fait preuve avec le peuple, à commencer par ses propres domestiques. Industriels, magistrats, ecclésiastiques, hommes politiques, tous des débauchés et de cyniques coquins !...

Les députés ou apprentis députés sont particulièrement raillés pour leur rhétorique creuse. Les médecins ne sont pas épargnés. Une sage-femme qui fait à Londres avorter les ladies déclare à leur propos : « Nous leur faisons concurrence, tu comprends ; ils voudraient se réserver le monopole des avortements... Et pour ce qu'ils font ! C'est du propre ! En voilà des charcutiers sans conscience ! C'est honteux, la façon dont ils estroptent les femmes. »

Ces dernières apparaissent toutes charmantes dans le livre. On leur donnerait tout d'abord le Bon Dieu sans confession, puis on s'aperçoit qu'elles n'ont pas de scrupules quand il s'agit de satisfaire leurs instincts ou leurs intérêts. Renée, qui n'a plus assez d'argent pour ses toilettes, indique au voleur quelques bons coups à faire chez ses amis, moyennant une honnête participation ; elle sera tuée par son mari politicien et cocu. C'est Hélène, la femme de l'amant, qui a armé le bras du mari jaloux ; Hélène était la fille d'un voleur célèbre qui, au prix d'un chantage, était parvenue à épouser le fils de la famille chez qui elle avait été recueillie. Il est vrai qu'elle avait le droit

de se venger : la mère du fils de famille, pour trouver l'argent nécessaire à la satisfaction des caprices de celui-ci, l'avait livrée, vierge encore, aux appétits d'un magistrat sénile.

Chez Darien, le romanesque évite ce que le spectacle de tant de turpitudes pourrait avoir de conventionnel et pour tout dire de lassant.

Le romanesque et surtout l'humour. Lorsqu'il est volontaire, l'humour est l'apanage du voleur et de ses complices beaucoup plus intelligents et plus humains que les bourgeois, tel cet abbé Lamargelle qui définit ainsi la France soumise à la domination du capital : « La France n'est ni religieuse, ni athée, ni révolutionnaire, ni militaire, ni même bourgeoise. Elle est en actions. »

L'argent et le sexe sont les deux grandes affaires de l'humanité. Qui le contesterait ? L'ennui, c'est que l'un et l'autre peuvent entrer en conflit. Ainsi, Mme Montareuil a perdu

sa fortune volée par un amant (du moins on le croit, car il s'agit du premier exploit de Randal qui s'est contenté de séduire la bonne). L'oncle du héros n'en laisse pas moins libre cours à son indignation : « Penser que des capitalistes, des possédants — hommes ou femmes, peu importe ; le sexe disparaît devant le capital — font aussi bon marché du bien de la caste, sacrifient leurs intérêts supérieurs à leurs passions basses, oublient toute prudence, négligent toute précaution devant leurs appétits déréglés — et livrent leurs munitions, en bloc, à l'ennemi ! (...) Ah ! Bon Dieu ! se souvenir qu'on a un sexe et oublier qu'on possède un million... C'est à vous rendre révolutionnaire ! »

La longueur et l'éclat des dialogues rendraient peut-être possible une adaptation théâtrale de ce voleur dont il n'est pas exagéré de dire qu'il est un chef-d'œuvre méconnu.

M. C.

MUSIQUE

La belle de Mélomane

Périodiquement, les journalistes posent aux hommes de lettres en vue la question suivante : « Si tous les livres devaient être brûlés à l'exception d'un seul, lequel garderiez-vous ? ». La réponse classique est « La Bible ». La même question s'appliquant aux œuvres musicales devrait être « La Messe en si mineur de J.-S. Bach ».

La firme « Philips » nous donne une version intéressante à plus d'un titre de ce chef-d'œuvre.

Très bonne gravure sans bruit de surface, bien aérée, timbres bien différenciés. Haute fidélité parfaite sans excès, vous y entendrez magnifiquement les contrebasses jouant en « pizzicati » et vous entendrez ce que l'on veut dire en parlant du soutien de l'orchestre par les contrebasses.

L'orchestre, les solistes et les chœurs dirigés par Jochum sont à la hauteur de cet imposant chef-d'œuvre. On pourrait opposer à cette version héroïque d'autres versions plus « religieuses », mais il s'agit d'une très belle version, qui est réalisée dans la série économique « Tré-

sors classiques », et qui ne comprend que deux disques alors que les versions concurrentes en ont trois.

Je vous la recommande pour un modèle de réalisation de très belle qualité à très bas prix.

Pierre Bourgeois.

P.S. Il me faut bien vous dire que trois des disques que j'avais sélectionnés pour vous dans le courant de l'année ont eu un « Grand prix du disque », décerné la semaine dernière.

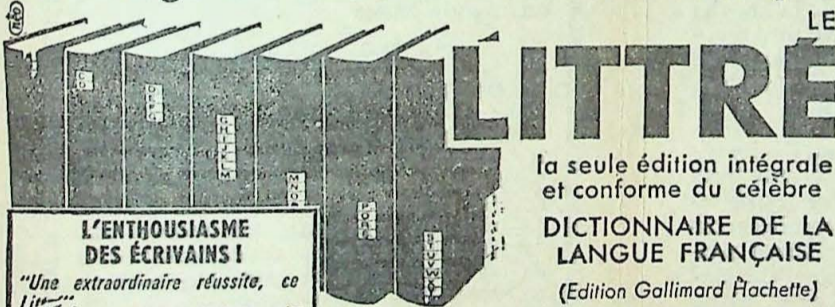
PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h. Semaine du 14 au 20 avril

JERRY CHEZ LES CINOQUES

(1) Julliard, édit., 6,50 F.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littre".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littre ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUHANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

LITTRE
la seule édition intégrale et conforme du célèbre **DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**
(Edition Gallimard Hachette)

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Education Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :
10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littre, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession
Adresse
N° C.C.P. ou bancaire.....

un outil de haute culture accessible à tous



HISTOIRE GENERALE DES SCIENCES
pour **22 F** par mois.
Quelques opinions
"Cet excellent ouvrage de bibliothèque est... indispensable à tous ceux qui veulent rester au courant de l'évolution des sciences modernes. (SCIENCE ET AVENIR). - "Livres utiles et nécessaires aussi bien pour les adultes que pour les étudiants" (LA PRESSE MÉDICALE) - "...destiné à tous les publics, du profane au spécialiste" (LES LETTRES FRANÇAISES). - "Cet ouvrage fait honneur à notre pays et doit être compté parmi le petit nombre de livres de base d'une bibliothèque bien composée" (LES ÉTUDES).
Indispensable à tous ceux - savants, ingénieurs, médecins - qui ont approfondi une discipline scientifique et qui se doivent d'en connaître l'histoire, voici une grande œuvre collective qui a sa place également marquée dans la bibliothèque de toute personne cultivée, même de formation bien différente. Car elle retrace dans des termes que tous peuvent comprendre, une extraordinaire aventure qui nous concerne tous : celle de l'esprit humain, conduit de découverte en découverte, depuis les formules empiriques des arpenteurs ou des médecins de l'ancienne Egypte jusqu'à la maîtrise de l'atome et du cosmos.
Sous l'égide des célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 100 érudits et savants - parmi lesquels on relève des noms aussi prestigieux que ceux de L. et M. de Broglie, J. Rostand, G. Bachelard, Dupont-Sommer, etc. ont réalisé cette œuvre présentée en 4 forts volumes 18 x 24, reliés pleine toile sous jaquette couleurs, totalisant plus de 3.000 pages et illustrés de 208 planches hors texte et de 138 figures : I - La Science Antique et Médiévale, II - La Science Moderne, III & IV - La Science Contemporaine. L'ensemble vous est adressé franco par la Librairie PILOTE au prix réduit de 200 F (ou 3 mensualités de 69 F ou 10 mensualités de 22 F) et avec le DROIT DE RETOUR qui vous permet, si vous êtes déçu, de renvoyer le colis dans les 5 jours. Mais hâtez-vous d'adresser le bon de commande ci-dessous car ces prix exceptionnels ne pourront être maintenus lorsque le tirage actuel sera épuisé.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GENERALE DES SCIENCES. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 4 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 200 F comptant en 3 mensualités de 69 F en 10 mensualités de 22 F.
Nom
Adresse
Profession.....
N° de C.C.P. ou bancaire.....
Signature

AFRIQUE DU SUD :

UN RÉGIME FASCISTE MENACE LA PAIX MONDIALE

ON ne traite pas avec les fascistes. Le bien-fondé de cette vieille vérité démocratique que rappelait André Malraux aux heures glorieuses de la Libération nous est révélé aujourd'hui « en négatif », à travers la courte chronologie que voici :

— 5 avril 1965 : le général américain Norstad, ancien commandant en chef de l'O.T.A.N., rend visite au gouvernement fasciste de l'Afrique du Sud et proclame que ce pays est insuffisamment armé pour figurer honorablement dans une éventuelle guerre mondiale (Consultez « Le Monde » du mardi 6 avril si vous doutez de la vraisemblance de cette effarante déclaration).
— 6 avril : M. Raymond Schmittlein, vice-président de l'Assemblée nationale française, « compagnon » du général de Gaulle et de M. André Malraux, envoyé de son côté en mission à Pretoria, annonce : « La France continuera à fournir des armes à l'Afrique du Sud ».

Comme M. Schmittlein a conscience que cette décision peut heurter les âmes sensibles, il la justifie en usant de l'argument dont se servaient avant la seconde guerre mondiale les démocrates qui traitaient avec Hitler :

« La France ne peut pas être d'accord avec tous les aspects de la politique de l'Afrique du Sud. Le général de Gaulle a mis l'accent sur le fait que chaque pays a le droit d'avoir le gouvernement qu'il a choisi. »

— 8 avril : le Premier ministre d'Afrique du Sud, M. Hendrik Verwoerd, réconforté par la compréhension de ces puissants alliés, déclare : mon gouvernement ne renoncera pas à « l'apartheid ».

12 millions d'esclaves

ACTUELLEMENT, « l'apartheid » permet à trois millions et demi de Blancs sud-africains de maintenir 12 millions de Noirs dans un régime de ségrégation pire que le servage médiéval en Europe, et qui n'est qu'une forme de l'esclavage adapté aux conditions de l'industrialisation. Le scandale prend des proportions telles que l'O.N.U., sous la pression de l'opinion mondiale, commence à admettre que le temps des protestations est révolu et qu'il faut employer contre l'Afrique du Sud des moyens de coercition efficaces.

Mais depuis le début d'avril, Hendrik Verwoerd est en mesure de traiter l'O.N.U. avec le mépris que manifestait Hitler à la S.D.N. ; il a la caution de deux grands de ce monde : L. B. Johnson et Charles de Gaulle, deux grands du Conseil de Sécurité. L'opinion française a peu réagi devant ces événements. Comment aurait-elle pu s'y intéresser. Elle est chloroformée par la Télévision gaulliste et par une presse « centriste » dont maints organes conservent d'étroites relations avec les milieux de « l'Algérie française ».

Il y a cependant une réalité que les forces réactionnaires de notre pays ne pourront pas longtemps encore dissimuler et dont la gauche doit prendre dès à présent une

conscience plus vive : le régime de l'apartheid en Afrique du Sud menace la paix mondiale.

Qu'est-ce que l'apartheid ? Un régime de ségrégation qui maintient la majorité des Noirs dans des réserves où le niveau de vie n'excède guère celui de Buchenwald. Ceux-ci ont le droit de venir travailler chez les Blancs, dans les usines des villes, dans les mines ou dans les exploitations agricoles, mais seulement quand ils ont reçu un contrat et un permis de circulation, car ils ne sont pas autorisés à se déplacer librement. Leur dénuement est extrême, leur situation précaire de travailleurs saisonniers, leur sujétion aux forces de police les mettent dans l'impossibilité de s'organiser syndicalement : ils doivent accepter des emplois à n'importe quel prix. Un mineur blanc gagne 1.700.000 anciens francs par an, un mineur noir ne gagne pas 100.000 anciens francs.

Pour la sauvegarde des coffres-forts

QUI profite de ce sous-prolétariat ? Qui, lorsqu'il réside en ville, ne peut habiter que dans des quartiers « réservés » ? Deux groupes distincts : le capital anglo-américain dominé par le milliardaire new yorkais Oppenheimer, qui tient l'industrie minière, le capital blanc sud-africain (Afrikander) majoritaire dans l'industrie lourde, l'industrie de transformation et l'agriculture. Il arrive que les deux groupes ne soient pas d'accord. Les représentants du capital anglo-américain reprochent parfois à leurs homologues afrikanders « d'y aller un peu fort avec les Noirs ».

Les autres répondent en tenant à peu près le langage suivant : Nous profitons les uns et les autres de la main-d'œuvre à bon marché, fruit du régime de l'apartheid. Que l'apartheid disparaisse et fini les copieux bénéfices des mines d'or !

Ce métal est vendu à un cours fixe, inamovible, et vous savez que le matériel nécessaire à son extraction suit, lui, la courbe ascendante des tarifs de l'industrie mondiale. Le seul moyen de vous en tirer, c'est de payer vos nègres le moins cher possible, et donc de maintenir l'apartheid.

Alors, les concessionnaires anglo-américains des mines d'or se tournent à leur tour vers les ministres des finances et représentants des gros intérêts des principales puissances occidentales, qui ne dédaignent pas, eux aussi, à leurs moments perdus, de manifester un brin de coquetterie humaniste. Et on finit comme toujours entre gens de bonne compagnie, par tomber d'accord : l'apartheid, c'est affreux, mais une augmentation du cours mondial de l'or créerait de tels ennuis monétaires ! La mort dans l'âme, on se résigne à l'esclavage de douze millions de nègres, pour la sauvegarde des coffres-forts du monde occidental.

Le complice portugais

Mais nous n'avons examiné qu'un des aspects de cette farce sanglante. Voyons l'autre ; partons pour Johannesburg ou Pretoria. Chez les représentants du capital national sud-africain, point de fioritures humanitaires comme chez ces anglo-saxons à l'épiderme sensible. On calcule avec une froide logique. Pour continuer l'expansion de l'industrie afrikander, actuellement en pleine prospérité, il faut un supplément de main-d'œuvre. Aussi bon marché que celle déjà employée, sinon les finances sud-africaines s'écroulent. L'industrie de ce pays, craignant de manquer d'esclaves, vient donc d'imaginer deux mesures énergiques : primo, maintien à l'intérieur de l'Afrique du Sud du régime de l'apartheid, secundo, accroissement des importations de main-d'œuvre du Mozambique et de l'Angola, que les colonisateurs portugais louent à leur voisin tel du bétail.

— Mais, direz-vous, le Mozambique et l'Angola ne sont pas assurés de demeurer longtemps sous domination portugaise. Il y a des maquis dans ces pays. Et leur

exemple peut devenir contagieux pour les Noirs sud-africains.

— Sans doute. Mais pourquoi croyez-vous que l'Afrique du Sud se soucie tellement actuellement d'intensifier son potentiel militaire, si ce n'est pour prêter main forte aux autorités portugaises en cas de nécessité et pour réprimer d'éventuels soulèvements à l'intérieur de ses frontières ? Tout son système de production est fondé sur l'exploitation de la main-d'œuvre noire. Elle le défendra par tous les moyens.

— Mais, me direz-vous encore, les peuples d'Afrique ne toléreront pas une telle intervention ; ils haïssent, à juste titre d'ailleurs, les racistes afrikanders.

— Sans doute. Et les Américains, qui ont de gros intérêts en Afrique du Sud, finiront par se ranger du côté de Pretoria, puis les Russes et les Chinois du côté des Africains.

Voilà pourquoi le régime de l'apartheid menace la paix du monde. Que la gauche française prête l'oreille au glas qui de Pretoria au Cap rythme la plainte sourde de douze millions d'esclaves, avant que le tocsin ne sonne ! Et qu'elle exige du gouvernement qu'il arrête les expéditions d'armes en Afrique du Sud !

Jacques Vivien.

Appel d'Albert Luthuli
prix Nobel de la Paix
à tous les travailleurs
du monde

« Pas d'armes pour l'Afrique du Sud », tel est le titre d'un appel lancé par le Dr Albert Luthuli, en 1963. Universitaire noir sud-africain, Albert Luthuli, prix Nobel de la Paix, a été assigné à résidence surveillée par le régime de Verwoerd. Les extraits de son appel, plus que jamais d'actualité, que nous publions ci-dessous, s'adressent plus particulièrement aux travailleurs du monde entier.

« Pas d'armes
pour l'Afrique du Sud »

J'en appelle particulièrement à tous les travailleurs du monde qui partagent avec nous, non seulement la fraternité commune du travail, mais qui, en bien des occasions, ont partagé des souffrances et des épreuves communes. Je les conjure de se faire entendre et de manifester leur unité avec nous, non seulement par des mots, mais par des actes.

Je demande à ceux qui travaillent dans les usines où ces armes implacables sont fabriquées de s'assurer que leur travail n'est pas utilisé à la production d'engins qui sèmeront la mort parmi le peuple de mon pays.

Je demande à ceux qui prennent une part quelconque dans ce commerce, les dockers, les marins, le personnel des aéroports et à tous les autres de montrer leur opposition non seulement par le cri : « Pas d'armes pour l'Afrique du Sud », mais également par un refus déterminé de prêter la main à ce projet infâme.

Il est peut-être vain de s'adresser à ceux qui préfèrent le profit à la justice et aux vies humaines. Je les conjure, néanmoins, en toute sincérité, de s'arrêter, de réfléchir, et de reconsidérer leur échelle des valeurs qui place les biens matériels au-dessus des vies humaines ; car telle est la signification de la vente de leur matériel homicide au gouvernement sud-africain (...).

Qui que vous soyez, quoi que vous puissiez être, il vous est possible de nous aider. Vous pouvez nous aider dans vos églises, vos organisations éducatives, syndicales, culturelles ou sportives en exerçant les pressions qui permettront d'isoler ce paria politique et l'achemineront vers son extermination. Tous peuvent jouer un rôle dans le dénonciement de cette oppression, et tous peuvent et doivent s'associer à cette déclaration : « Pas d'armes pour l'Afrique du Sud. »

J.-A. Luthuli.

Un Comité français
contre l'apartheid

Il existe un Comité français de liaison pour la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ses deux principaux responsables sont :

M. J.-J. DE FELICE, 17, avenue de Messine, Paris-VIII^e. Tél. : WAG 25-91.
Pierre VIDAL-NAQUET, 11, rue du Cherche-Midi, Paris-VI^e.

Ce Comité nous signale que l'Afrique du Sud utilise déjà 40 « Mirage III » et qu'elle envisage de fabriquer sous licence le « Fouga Magister » de l'armée de l'air française.

L'armée de terre sud-africaine est équipée de blindés « Panhard ».